

Bulletin d'histoire politique

Kenneth McRoberts, Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes, Montréal, Boréal (traduction), 1999, 483 pages

Stéphane Paquin



Volume 9, numéro 1, automne 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060451ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060451ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Paquin, S. (2000). Compte rendu de [Kenneth McRoberts, Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes, Montréal, Boréal (traduction), 1999, 483 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 9(1), 231–235. <https://doi.org/10.7202/1060451ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

dans les années 1950 par la CTCC... ». Il va sans dire que ces inexactitudes n'infirmen en rien la qualité de la synthèse.

Cette *Brève histoire de l'Église catholique au Québec* s'adresse avant tout aux spécialistes de l'histoire religieuse et à tous ceux que l'histoire intéresse. Elle devrait aussi atteindre le grand public et les spécialistes d'autres disciplines, qui d'une manière ou d'une autre ont à traiter de l'Église catholique du Québec. Ils y trouveront rapidement des éléments qui nous éviteront de lire, sur les questions religieuses, des poncifs caricaturaux dans des ouvrages qui se veulent sérieux.

Nive Voisine

Professeur émérite
Université Laval

Kenneth McRoberts, *Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, Montréal, Boréal (traduction), 1999, 483 pages.

Ce livre est une contribution de très haut niveau à l'étude de la question nationale et constitutionnelle au Canada et au Québec. La thèse de Kenneth McRoberts est que si le Canada est passé si près de la rupture en 1995 c'est essentiellement dû aux mauvaises stratégies du gouvernement fédéral et plus précisément celles de Pierre Elliott Trudeau. L'objectif de McRoberts est de retracer les origines de la crise actuelle afin de démontrer qu'elle n'était pas inévitable. La crise est née de la stratégie d'unité nationale pratiquée dans les années 1960. L'objectif de Trudeau était de créer une nouvelle « identité nationale » où les Canadiens partageraient « from coast to coast » une même conception de leur pays. Pour ce faire, il s'était fixé comme objectif de convaincre les Québécois d'abandonner leur attachement à l'idée de nation québécoise pour s'identifier prioritairement au Canada. Toute cette stratégie est responsable, selon McRoberts, du gros gâchis que l'on connaît.

La stratégie de Trudeau consistait, dans un premier temps, à mettre de côté les revendications de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme mise sur pied par le gouvernement de Pearson. Kenneth McRoberts se réclame justement des résultats de cette commission. Selon lui, Lester Pearson avait réussi à élaborer une stratégie d'unité nationale qui tenait compte du nationalisme québécois plutôt que de tenter de le faire disparaître. La stratégie de Pearson était plus susceptible de réussir car elle prenait en compte la tradition historique du pays. De plus, les deux autres partis fédéraux et une partie de l'intelligentsia canadienne anglophone soutenaient cette approche.

Cependant, à la suite de l'élection de Trudeau, d'énormes ressources vont être mobilisées pour réaliser les objectifs du nouveau premier ministre. Aujourd'hui, la vision de Trudeau est massivement rejetée au Québec, mais « elle est devenue pour un grand nombre [de Canadiens anglophones] le fondement même de la définition de la justice et de l'équité » (p. 11). Cela explique pourquoi les analystes canadiens anglophones refusent de jeter le discrédit sur la stratégie de Trudeau. Le problème viendrait, selon eux, des erreurs de mise en œuvre des politiques de Trudeau ou plus simplement de l'opportunisme électoral d'un homme universellement détesté au Canada anglophone : Brian Mulroney.

Le livre de Kenneth McRoberts débute aux origines du pays. Il cherche à démontrer que les Québécois et les Canadiens anglophones se sont développés au cours des siècles des identités et des perceptions du Canada qui sont différentes. L'auteur soutient que les Québécois se sont longtemps perçus comme formant une société distincte essentiellement enracinée au Québec. Leur conception du Canada devait alors être forcément dualiste. Les Québécois vont souscrire à l'idée d'Henri Bourassa que le Canada est le fruit d'un pacte entre deux peuples fondateurs. Pour leur part, les anglophones voyaient le Canada différemment. En effet, jusqu'aux années 1950, ils se percevaient comme membres de l'Empire britannique et croyaient que le Canada était le fruit d'un pacte entre provinces. Dans les années 1950, les Canadiens anglophones commencent à s'identifier principalement à l'État et aux institutions fédérales.

Dans les années 1960, avec l'affirmation du nationalisme québécois, les autorités fédérales sont forcées de réagir. On mettra sur pied la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et sur le biculturalisme ou Commission Laurendeau-Dunton du nom de ses commissaires. Ce qui est extraordinaire avec cette commission, c'est que pour la première fois, le gouvernement fédéral donne du crédit à la vision du Canada des Québécois. En effet, l'esprit de la Commission reflète l'idée d'Henri Bourassa de pacte entre deux nations. On met alors de l'avant la proposition d'un fédéralisme asymétrique qui donnerait de fait un statut particulier au Québec. Le NPD, les Conservateurs et des intellectuels canadiens-anglais vont soutenir le principe avec des nuances. Kenneth McRoberts va plus loin : « On pourrait même dire qu'il y avait un consensus parmi les élites anglo-canadiennes sur la question du nationalisme québécois » (p. 13).

C'est cette nouvelle utopie canadienne que Trudeau vient de jeter par terre et va empêcher pour toujours la reconstruction. En effet, Trudeau arrive sur la scène fédérale avec une vision contraire aux aspirations traditionnelles des Québécois. C'est en partie pour cela que les ténors québécois du Parti libéral vont hésiter à l'appuyer lors de la course au leadership. Afin

de s'assurer de l'appui des Canadiens anglophones, Trudeau va les convaincre que sa vision du Canada correspondait aux revendications du Québec. Ce fait est à l'origine du plus grand malentendu de l'histoire canadienne. Les Québécois y sont pour beaucoup. En réalisant systématiquement Trudeau, le message donné était qu'ils soutenaient ses politiques ce qui est en partie faux, nous dit McRoberts. Donc une fois élu, Trudeau va mettre en œuvre sa stratégie d'unité nationale.

La politique du bilinguisme officiel est le noyau de la stratégie de Trudeau. La mise en œuvre de la politique de bilinguisme va être modelée sur l'individualisme et la conception de l'unité nationale de Trudeau. Dans la pratique, cela signifie que Trudeau va faire pression pour que « sa » politique soit appliquée de la même façon partout sans tenir compte des différences régionales. La politique de Trudeau heurtait de front les efforts du gouvernement québécois pour favoriser l'essor de la langue française.

Puisque pour Trudeau, seul le bilinguisme était acceptable, il s'opposera à la loi 22 puis 101. Il va même soutenir la minorité anglophone financièrement et moralement pour qu'ils prennent des mesures contre les politiques linguistiques du gouvernement du Québec. Le défaut de la stratégie de Trudeau est de tenir « pour acquis que le mécontentement à l'égard du statut du français au Québec peut être atténué par la réalisation de progrès ailleurs » (p. 156). De plus, cette politique imposait à certaines provinces des mesures favorisant le français sans rapport avec la réalité quotidienne. Dans une enquête qui date de 1985 et qui est reprise par McRoberts, on apprend que seulement 14 % des anglophones à l'extérieur du Québec déclarent entendre régulièrement parler en français et que « la plupart d'entre eux affirment n'en avoir jamais entendu » (p. 160). Au total, la politique du bilinguisme va diviser plutôt qu'unir les Canadiens et les Québécois.

La politique du multiculturalisme qui est selon le politologue Gad Horowitz : « la glorification masochiste du néant canadien » (p. 184) est l'autre grande politique de la stratégie Trudeau. Cette politique survient en réaction aux recommandations de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et sur le biculturalisme où les idées d'André Laurendeau, successeur d'Henri Bourassa (et serions-nous tentés d'ajouter, ce que McRoberts ne fait pas, de Lionel Groulx) ressortent clairement. L'objectif en était très clair : en finir avec le dualisme. Le Canada n'est pas formé de deux peuples fondateurs mais plutôt d'individus qui parlent soit français soit anglais ou parfois même les deux langues. La définition du Canada comme pays multiculturel va remporter l'adhésion de nombreux Canadiens hors Québec tout en étant dénoncée au Québec.

En effet, « bon nombre de francophones québécois perçurent le multiculturalisme comme l'expression d'un refus pur et simple de leur propre

conception du Canada et ils le rejetèrent énergiquement » (p. 165). Dans les quatre provinces de l'Ouest « les personnes de langue maternelle française se trouvent surpassées en nombre par deux ou trois groupes non britanniques » (p. 187). Les politiques du multiculturalisme vont donc être populaires chez les minorités. Ce n'est donc pas un hasard si les leaders d'organisations multiculturelles vont se trouver sur la ligne de front contre la reconnaissance de la différence québécoise. « À cet égard, nous dit McRoberts, le multiculturalisme a en effet été nuisible à l'unité nationale » (p. 188).

Finalement, Trudeau va tenter de modifier les institutions canadiennes afin de les rendre plus conformes avec sa conception du pays. Dans la pratique, cela signifie augmenter la visibilité du gouvernement fédéral comme gouvernement « national ». Trudeau va également tenter d'anéantir toute forme d'asymétrie dont profite le gouvernement du Québec. C'est seulement après la victoire du Parti québécois en 1976 qu'il devra faire des compromis en acceptant l'entente Cullen-Couture sur l'immigration ou en mettant sur pied la Commission Pépin-Robarts. Après le référendum de 1980, Trudeau revient à la charge. Pour finaliser sa stratégie, il veut rapatrier la Constitution et y insérer une charte des droits et libertés. Pour s'assurer du soutien des gens de l'Ouest, Trudeau va souscrire au principe de l'égalité des provinces. Cette dernière stratégie va également échouer lamentablement. Sur le fond comme la forme, Trudeau va humilier les Québécois. Sur le fond, la conception du Canada incluse dans la charte nie les fondements historiques de la société québécoise et réduit considérablement les pouvoirs du gouvernement du Québec sur des sujets sensibles comme les dispositions sur la langue d'enseignement.

Sur la forme, en concluant une entente la nuit, en cachette, et sans représentant québécois sur place, les politiciens fédéraux vont s'attirer les foudres des Québécois de toutes les tendances.

Depuis la fin de l'ère Trudeau, on tente de réparer les pots cassés. L'Accord du lac Meech tout comme celui de Charlottetown visaient à réintégrer le Québec dans la « grande famille canadienne ». La vision de Trudeau, très populaire dans le reste du Canada, va rendre impossible une réponse positive aux demandes du Québec. En effet, toute reconnaissance, même symbolique, de l'identité des Québécois, heurte de plein fouet la nouvelle définition du pays des Canadiens anglophones basée sur la charte des droits, sur le principe d'égalité des provinces et, dans une moindre mesure, sur le multiculturalisme.

Au final, la stratégie de Trudeau, qui visait principalement le Québec, « échoua lamentablement » selon les mots de Kenneth McRoberts. En effet, les Québécois ne percevront pas différemment leur statut au sein du Canada. Cependant, ils s'identifieront plus fortement que jamais au Québec. L'ironie de

cette histoire est que la stratégie de Trudeau va transformer radicalement la manière dont perçoivent leur pays les Canadiens anglophones. Certains éléments de la stratégie de Trudeau vont devenir la base du nationalisme des Canadiens anglophones. En effet, les Canadiens sont majoritaires à définir le Canada comme étant une société multiculturelle où la Charte des droits et libertés et le principe de l'égalité des provinces sont la base de l'identité des Canadiens. Tout cela a pour effet de rendre impossible la reconnaissance de la différence culturelle québécoise et c'est exactement ce que Trudeau voulait faire. Comme le dit Kenneth McRoberts : « une stratégie qui avait été conçue initialement pour engendrer l'unité a semé la division, et sur une vaste échelle » (p. 10). Quelle est la stratégie fédérale aujourd'hui ? Elle est double, affirme Kenneth McRoberts. Dans un premier mouvement, les ténors fédéraux cherchent à rendre le Canada plus attrayant, c'est ce qui est communément appelé le plan A. Puisqu'il « semble bien en effet que la très courte victoire du Non n'ait été rendue possible que grâce aux promesses de dernières minutes consenties par Jean Chrétien pour l'adoption de mesures qui entraient elles-mêmes en contradiction avec la vision de Trudeau » (p. 15), on va introduire une résolution dans laquelle la Chambre reconnaît que le Québec forme une société (p. 314). C'est dans le même esprit que l'on va mettre sur pied une offensive populaire de distribution de drapeaux du Canada. Cette initiative va effectivement être très populaire... chez les Canadiens anglophones. En effet, « en date du mois d'août 1996, 8,3 % seulement des demandes provenaient du Québec » (p. 318), alors que cette mesure visait spécifiquement le Québec.

L'autre stratégie d'Ottawa et du Canada anglophone est le plan B. Cela signifie encourager les partitionnistes, clarifier et augmenter les règles entourant la sécession par, entre autres, un renvoi à la Cour suprême. Selon un sondage réalisé en 1996 et cité par McRoberts, 63 % des Canadiens hors Québec étaient en accord avec la position qui stipule que le fédéral « devrait mettre l'accent sur les dures conditions auxquelles le Québec devrait faire face s'il choisissait de quitter le Canada » (p. 237). Cette stratégie a complètement écarté la première. Les erreurs stratégiques du Parti québécois n'augurent rien de bon pour la suite de l'histoire. D'autant qu'il faut, encore et encore, répéter qu'en isolant le Québec, qu'en transformant la nature de l'identité des Canadiens et qu'en élaborant une formule d'amendement qui rend impossible toute modification future à la Constitution, Trudeau a mis un couvercle sur une marmite en pleine ébullition qui, un jour, va finir par exploser. Ce livre est à lire absolument.

Stéphane Paquin

Candidat au doctorat

Institut d'études politiques de Paris